

Affaire suivie par : Arnaud MICHEL

Nevers, le 5 février 2025

Unité interdépartementale Nièvre/Yonne
Pôle Risques chroniques, Eolien & Sites et sols pollués
Tél : 03 39 59 67 59
Courriel : arnaud.michel@developpement-durable.gouv.fr
N/réf. : 250055

OBJET :	Proposition de modifications des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2005-P-2005-2357 du site REFINAL INDUSTRIE à PRÉMERY
PJ :	Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

RAPPORT DE L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Par courrier du 5 août 2024, la société REFINAL INDUSTRIE à PRÉMERY a adressé un dossier de porter-à-connaissance relatif à des propositions de modifications des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2005-P-2005-2357.

Ce rapport analyse le caractère substantiel au titre de l'article R.181-46 du Code de l'environnement.

1 – CARACTÉRISATION DE LA DEMANDE AU VU DU DOSSIER

1.1 – Description de l'activité

La demande porte sur :

- la mise à jour du classement ICPE suite à la création d'une installation de transit de déchets dangereux (rubrique 2718) ;
- la mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2005-P-2005-2357 du 1^{er} août 2005 suite aux évolutions du site ;
- la demande de modification des valeurs limites d'émission.

1.2 INSTALLATIONS CLASSÉES ET RÉGIME

Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Le dossier mentionne une quantité de 400 tonnes de déchets dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation.

Cela classerait l'établissement en AUTORISATION.

L'exploitant doit déposer un dossier cas-par-cas afin de déterminer la procédure à suivre.

1.3 MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

L'exploitant demande à modifier certains articles de l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 2005, afin de l'adapter aux conditions d'exploitation actuelles.

1.3.1 Emprise cadastral du site

Modification envisagée :

- L'exploitant demande la modification des parcelles cadastrales.

Impact potentiel :

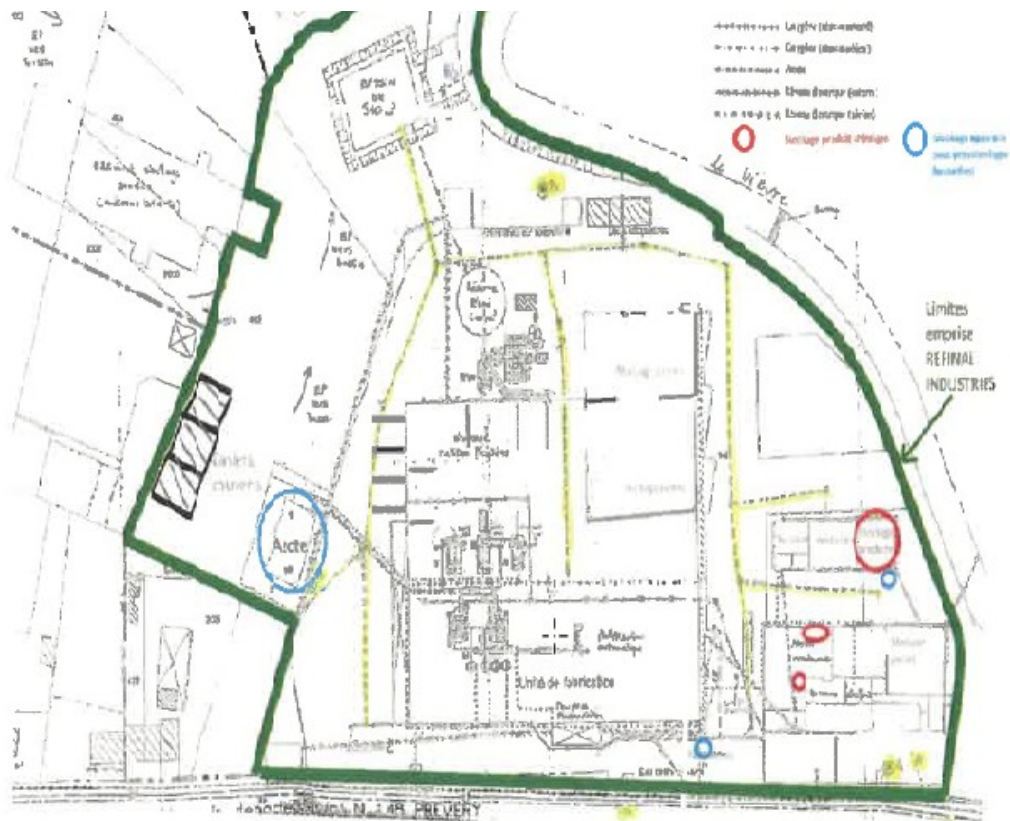
- La modification des parcelles cadastrales implique à l'exploitant de s'assurer de l'interdiction d'accès aux personnes étrangères au site sur un périmètre différent.

Conclusion :

- Il est proposé de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant. Celui-ci devra se conformer à l'article 36 de l'AP spécifiant que l'établissement doit être clôturé sur la totalité de sa périphérie sur une hauteur minimum de 2 mètres.

Le site a modifié son emprise cadastrale :

Section	Parcelle	Surface	Modification
C	461	548 m ²	Aucun changement
	462 partielle	Environ 2 018 m ²	Emprise partielle et non totale
	463		Suppression des parcelles
	464		
	472		
	1379		
	1380		
	1449	2737 m ²	Aucun changement
	1658	18 500 m ²	Aucun changement
	2025 partielle	Environ 1 177 m ²	Emprise partielle et non totale



1.3.2 Prévention de la pollution des eaux

1.3.2.1 Modalités de prélèvement concernant les rejets aqueux – Article 6.7 de l'AP du 01/08/2005

Modifications envisagées :

- L'exploitant sollicite la possibilité de procéder à des prélèvements instantanés sur 24 heures car le site ne procède pas à des rejets continus au milieu naturel. Les rejets s'effectuent lorsque le niveau dans le bassin qui les recueille atteint le niveau de consigne (le bassin assure également la fonction de rétention des eaux d'extinction incendie, le niveau de vidange est donc réglé pour garantir en permanence la disponibilité de ce volume de rétention). Les prélèvements sont donc réalisés de manière ponctuelle, et non réalisés sur 24 heures.
- Des prélèvements instantanés sont réalisés au lieu de prélèvements, mesures ou analyses réalisés sur 24 heures, pour avoir des résultats plus représentatifs.

Impact potentiel :

- Le risque de rejeter des eaux non-conformes est extrêmement limité dans le sens où le site ne procède pas à des rejets continus au milieu naturel, et a réglé le niveau de vidange pour garantir la disponibilité du volume de rétention.

Conclusion :

- Il est donc proposé de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant, qui va dans le sens d'une prescription plus conforme au process.

1.3.2.2 Réseaux de collecte – Articles 14.2.c et 14.3 de l'AP du 01/08/2005

Modifications envisagées :

- L'exploitant demande le remplacement du réseau séparatif par un système séparatif car les eaux pluviales (toitures et voiries) et les eaux industrielles, toutes susceptibles d'être polluées sont regroupées avec l'ensemble des effluents, pour transférer vers un bassin de confinement puis séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel (Nièvre).

Impact potentiel :

- Les eaux pluviales (toitures et voiries) ainsi que les eaux industrielles sont collectées via un réseau unitaire de par l'ancienneté du site, avant passage par un bassin de confinement puis séparateur hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel (Nièvre).
- Les rejets d'eaux industrielles sont très limités et celles-ci sont potentiellement contaminées par les mêmes polluants que les eaux pluviales de voiries, ce qui justifie leur regroupement et leur passage par un même dispositif.
- L'établissement ne dispose pas de réseau séparatif pour ses différents effluents. Toutefois, ceux-ci sont traités de la même façon par un système séparatif (passage par un bassin de confinement puis séparateur hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel (Nièvre).

Conclusion :

Il est proposé de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant. Il n'y a pas d'évolution du niveau de risque.

1.3.2.3 Prévention des pollutions accidentelles des eaux - Article 14.4 de l'AP du 01/08/2005

Modifications envisagées :

- L'exploitant demande la modification de la description de la gestion des eaux pluviales et la suppression de la distinction entre eaux pluviales 1 et 2.

Impact potentiel :

- L'établissement ne dispose pas de réseau séparatif pour ses différents effluents. Toutefois, ceux-ci sont traités de la même façon par un système séparatif (passage par un bassin de confinement puis séparateur hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel (Nièvre).
- L'impact sur le milieu naturel reste très limité dans le sens où l'intégralité des eaux pluviales (toitures et voiries) ainsi que les eaux industrielles sont collectées via un réseau unitaire de par l'ancienneté du site, avant passage par un bassin de confinement puis séparateur hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel (Nièvre).
- De ce fait, l'intégralité des eaux pluviales passe par le bassin et non uniquement le premier flot.
- Les prescriptions des autres parties de l'article 14.4 « Stockage, rétention, manipulation et transport », « Confinement des eaux incendie ou accidentellement polluées », « Équipements et canalisations », « Accessibilité » restent inchangées.

Conclusion :

- Il est donc proposé de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant. La réduction des risques à la source (multiples points de rejets) permet de limiter et de mieux contrôler l'impact sur le milieu naturel.
- Maintien des autres parties de l'article 14.4 « Stockage, rétention, manipulation et transport », « Confinement des eaux incendie ou accidentellement polluées », « Équipements et canalisations », « Accessibilité » qui restent inchangées.

1.3.2.4 Traitement des effluents – Article 16 de l'AP du 01/08/2005

Modifications envisagées :

- L'exploitant demande la modification de l'article 16 « Traitement » afin d'adapter les volumes. L'activité du site a évolué depuis 2005, les eaux domestiques sont raccordées au réseau public, et que les eaux pluviales EP1/EP2/EU et EC sont récupérées dans le seul bassin du site.
- Les eaux sont collectées dans un seul bassin de 510 m³ et non via 2 bassins avec un volume total de 1 300 m³. De plus, l'ancienne réserve d'eau de 600 m³ a été supprimée.

Impact potentiel :

- L'intégration d'un capteur de niveau pour le bassin permet de maintenir le niveau avec un volume maximal d'eau de 150 m³.
- La limitation des dispositifs (bassins) permet de limiter le risque de pollution du milieu naturel, et de mieux contrôler celui-ci.

Conclusion :

- Il est donc proposé de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant, cela permettant de limiter les risques de pollution du milieu naturel.
- Modifications de l'article 16 étant donné le système unitaire des eaux pluviales et eaux industrielles actuellement en place.

1.3.2.5 Contrôle et suivi des effluents – Article 18.1 de l'AP du 01/08/2005

Modifications envisagées :

- L'exploitant demande la modification de l'article 18.1 « Contrôles périodiques des rejets » car il n'existe plus qu'un seul point de rejet.

Impact potentiel :

- Le contrôle de la qualité des effluents (pluviaux et industriels) en aval du bassin est réalisé ponctuellement, le rejet ne se faisant pas en continu dans le milieu naturel. Les rejets s'effectuent lorsque le niveau dans le bassin qui les recueille atteint le niveau de consigne (le bassin assure également la fonction de rétention des eaux d'extinction incendie, le niveau de vidange est donc réglé pour garantir en permanence la disponibilité de ce volume de rétention). Les prélèvements sont donc réalisés de manière ponctuelle, et non réalisés sur 24 heures.
- Des prélèvements instantanés sont réalisés au lieu de prélèvements, mesures ou analyses réalisés sur 24 heures, pour avoir des résultats plus représentatifs.
- Le risque de rejeter des eaux non-conformes est extrêmement limité dans le sens où le site ne procède pas à des rejets continus au milieu naturel, et a réglé le niveau de vidange pour garantir la disponibilité du volume de rétention.

Conclusion :

- Il est donc proposé de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant, qui va dans le sens d'un allègement de la prescription.
- Des prélèvements instantanés sont réalisés au lieu de prélèvements, mesures ou analyses réalisés sur 24 heures.

1.3.3 Prévention de la pollution atmosphérique

1.3.3.1 Conception et aménagement – Article 20.2 de l'AP du 01/08/2005

Modifications envisagées :

- L'exploitant demande la modification des dispositifs de captation des gaz et poussières, émis par les fours de fusion de l'aluminium car le site a modifié son installation : le sécheur de tournage a été supprimé.

Impact potentiel :

- L'activité du site a évolué depuis 2005. Un dépoussiéreur équipé de manches filtrantes permet de collecter et de traiter les fumées des 3 fours rotatifs, des 2 tours de maintien et du local « cendrier ». Sa cheminée constitue le seul rejet atmosphérique canalisé du site, ce qui permet de mieux maîtriser le risque.
- Les gaz et poussières sont captés à l'aval des fours de fusion rotatifs, à l'aval des fours de maintien en température, au niveau des hottes d'aspiration.

Conclusion :

- L'inspection émet un avis favorable au vu de la réduction des risques.

1.3.3.2 Vitesse d'éjection des gaz et hauteur de cheminée – Article 22 de l'AP du 01/08/2005

Modifications envisagées :

- L'exploitant demande à ce que la vitesse d'éjection soit fixée conformément à l'article 57 de l'arrêté du 02/02/1998, soit 8 m/s compte tenu du débit de l'installation. De plus, la hauteur de la cheminée est de 25 m (23 m minimum demandée dans l'AP).
- La vitesse d'éjection est fixée conformément à l'article 57 de l'arrêté du 02/02/1998, soit entre 8 et 10 m/s compte tenu du débit de l'installation, parfois un peu moins.
- L'arrêté préfectoral du 01/08/2005 impose une vitesse d'éjection des gaz à 14 m/s. L'exploitant n'a jamais pu répondre à cette exigence. Cette valeur n'est pas respectée annuellement. La vitesse a été dépassée une seule fois pendant la mesure réalisée en 2023, mais lors de cette mesure, les clapets avaient été fermés et le site était en transformation de crasses et non en fabrication de lingots. Les fours de maintien étaient donc non captés.

Impact potentiel :

- La vitesse d'éjection de 14 m/s prescrit dans l'arrêté du 1^{er} août 2005 est largement supérieure à la vitesse d'éjection prescrite dans l'article 57 de l'arrêté du 02/02/1998 (8 m/s). L'exploitant respecte les valeurs de l'arrêté du 02/02/1998. Aucune augmentation des impacts n'est constatée.

Conclusion :

- L'inspection propose de donner une suite favorable compte tenu de la réduction des risques.

1.3.3.3 Valeurs limites des émissions canalisées – Article 23.2 de l'AP du 01/08/2005

Modifications envisagées :

- L'exploitant demande une modification des valeurs limites (concentration et/ou flux) pour les COV, Hcl, HF, CO, Cd, Al, Mn et la somme des métaux (en lien avec le Cd et le Mn).

Impact potentiel :

- Les résultats d'analyse des 3 dernières années (2021 – 2023) montrent des dépassements fréquents par rapport aux valeurs de l'arrêté préfectoral (concentration et/ou flux) pour les COV, Hcl, HF, CO, Cd, Al, Mn, somme des métaux (en lien avec le Cd et le Mn).
- Les valeurs de flux et concentration ne sont pas cohérentes avec celle du débit maxi.
- GINGER LECES mentionne dans son rapport que « les blancs et les LQ [limites de quantification] de certains métaux lourds sont non-conformes (déduction par l'exploitant d'une potentielle sur-estimation des résultats qui impacte les résultats).
- L'exploitant indique que leurs méthodes et supports de prélèvements ainsi que les limites de quantification du laboratoire ne leur permettent pas actuellement de fournir ces résultats significatifs par rapports aux VLEs appliquées au rejet notamment en Al, Zn et Pb.

Proposition de l'exploitant

Installations ou émissaires concernés	Débit maximum de rejet des gaz	Paramètres	Valeurs limites	
			Concentration ou paramètre spécifique (1)	Flux
Post combustion du séchoir		Température	850°C	/
		Temps de séjour des fumées	2 secondes	/
Affinage (sortie cheminée)	105 000 Nm ³ /h sur gaz secs	CO	100 mg/Nm ³ (au lieu 50)	10 kg/h (au lieu de 5)
		NOx (exprimé en NO ₂)	200 mg/Nm ³	20 kg/h
		SO ₂	50 mg/Nm ³	5 kg/h
		Dioxines et furannes	0,1 ng I-TEQ/Nm ³	25 µg/h
		COV totaux	30 mg/Nm ³ (au lieu de 15)	3 kg/h (au lieu de 0,5)
		Chlorures gazeux, exprimés en HCl	10 mg/Nm ³	1 kg/h (au lieu de 0,33)
		Fluorures gazeux, exprimés en HF	1 mg/Nm ³	0,1 kg/h
		Poussières	5 mg/Nm ³ (au lieu de 5)	0,5 kg/h (au lieu de 0,1)
		Hg Cd, Hg et Tl (et leurs composés)	Hg : 0,05 mg/Nm ³ Somme Cd+Hg+Tl : 0,1 mg/Nm ³	5 g/h (au:lieu de 0,5) (0,09 g/h en Hg – 0,05g/h en Cd) (au lieu de 0,3 g/h en Hg – 0,09 g/h en Cd)
		Pb	0,05 mg/Nm ³ (au lieu de 0,005)	5 g/h (au lieu de 0,5)
		Al	0,5 mg/Nm ³ (au lieu de 0,05)	50 g/h (au lieu de 5)
		As+Se+Te	0,05 mg/Nm ³	5 g/h
		Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+N i+V+Zn+Pb (métaux totaux) (*)	0,5 mg/Nm ³ (au lieu de 0,05)	50 g/h (au lieu de 5) (0,3 g/h en Mn)

Conclusion :

Les dispositions de l'article 23.2 ne seront pas modifiées.

- L'exploitant doit modifier ses méthodes et supports de prélèvements, afin de fournir des résultats significatifs par rapports aux VLE appliquées au rejet.

1.3.4 Élimination des déchets industriels spéciaux – Article 32.3 de l'AP du 01/08/2025

Modifications envisagées :

- L'exploitant demande : la suppression des quantités maximums de déchets métalliques, et la suppression de la colonne quantité maximale du tableau de l'article 32.3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 2005, car l'exploitant indique qu'un arrêté préfectoral n'a pas vocation à prescrire des quantités maximales de déchets.

Impact potentiel :

L'article R. 122-5 du Code de l'environnement précise le contenu de l'étude d'impact :

- article R 122-5.II.2 du Code de l'environnement : l'étude d'impact comporte une estimation des types et des quantités de résidus et d'émissions attendus, tels que la pollution de l'eau, de l'air, du sol et du sous-sol, le bruit, la vibration, la lumière, la chaleur, la radiation, et des types et des quantités de déchets produits durant les phases de construction et de fonctionnement,
- article R 122-5.II.5.c du Code de l'environnement : l'étude d'impact comporte une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant, entre autres :
- la mise en évidence des déchets présents sur le site impacte fortement les mesures de gestion des déchets et les pollutions émises par ceux-ci.(eau, air, sols, déchets,)

Conclusion :

- La demande n'est pas recevable et ne peut être prise en compte.
- Par ailleurs, le terme « REFIOM » est remplacé par « Noirs de fumées » dans la colonne désignation du déchet et l'huile de coupe est supprimé car elle n'existe plus.

1.3.5 Sécurité

1.3.5.1 Exploitation – Détection et alarme - Article 38.4 de l'AP du 01/08/2005

Modifications envisagées :

- L'exploitant demande la suppression de la mention de systèmes de détection dans l'arrêté préfectoral.

Impact potentiel :

- L'exploitant indique que les matières premières et produits finis ne sont pas combustibles, et que le site ne présente pas de risque d'explosion ou de dégagement de substances toxiques.
- Selon leur nature, les fluides frigorigènes peuvent présenter des risques d'incendie et d'explosion en raison de leur caractère inflammable.

Conclusion :

- Cette prescription fera l'objet d'une vérification lors d'une inspection. L'arrêté préfectoral ne fera donc pas l'objet de modification.

1.3.5.2 Moyens de secours et d'intervention – Alerte – Article 39.1 de l'AP du 01/08/2005**Modifications envisagées :**

- L'exploitant demande une mise à jour de l'article 39.1 « Moyens de secours et d'intervention », compte tenu de l'évolution des moyens de communication, avec la présence de téléphones portables pour la gestion d'une alerte.

Impact potentiel :

- Les postes fixes permettant de donner l'alerte doivent être répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse 100 m.
- Les seuls postes fixes du site sont disposés dans les bureaux du site. En cas de nécessité de signalement d'une alerte, les employés en dehors des bureaux disposent de talkies-walkies et de téléphones portables de service.
- L'évolution des moyens de communication permette de mieux gérer les risques éventuels.

Conclusion :

- Il est proposé de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant, dans le sens d'une meilleure gestion du risque.

1.3.5.3 Moyens de secours et d'intervention – Moyens matériels – Article 39.4.1 de l'AP du 01/08/2005**Modifications envisagées :**

- L'exploitant demande la suppression des paragraphes concernant la cuve incendie de 600 m³ qui a été supprimée et concernant l'aire d'aspiration pour l'eau de rivière qui n'est plus nécessaire.

Impact potentiel :

- L'activité du site a évolué depuis 2005 : le site réalise aujourd'hui un recyclage d'aluminium par sa fusion où l'usage de l'eau est totalement proscrit au vu du risque d'explosion majeur.
- Les besoins en défense incendie du site ont été revus et abaissés à :
 - un poteau présent sur la voie publique à environ 10 m de l'entrée sud du site et environ 80 m du dépoussiéreur du site et 50 m de la cuve d'oxygène du site
 - un bassin de rétention des eaux contenant au maximum 150 m³.
- Au vu du process, le risque majeur en 2005 était celui de l'incendie, qui justifiait des moyens en eau significatifs. Au vu du nouveau process, l'eau est plus un risque du fait du risque d'explosion en cas de contact eau/aluminium en fusion, d'où l'évolution à la baisse des moyens incendie proposés, qui paraissent pertinents.

Conclusion :

Il est donc proposé de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant, qui va dans le sens d'une réduction des risques.

1.3.6 Surveillance des eaux souterraines – Article 46 de l'AP du 01/08/2005

Modifications envisagées :

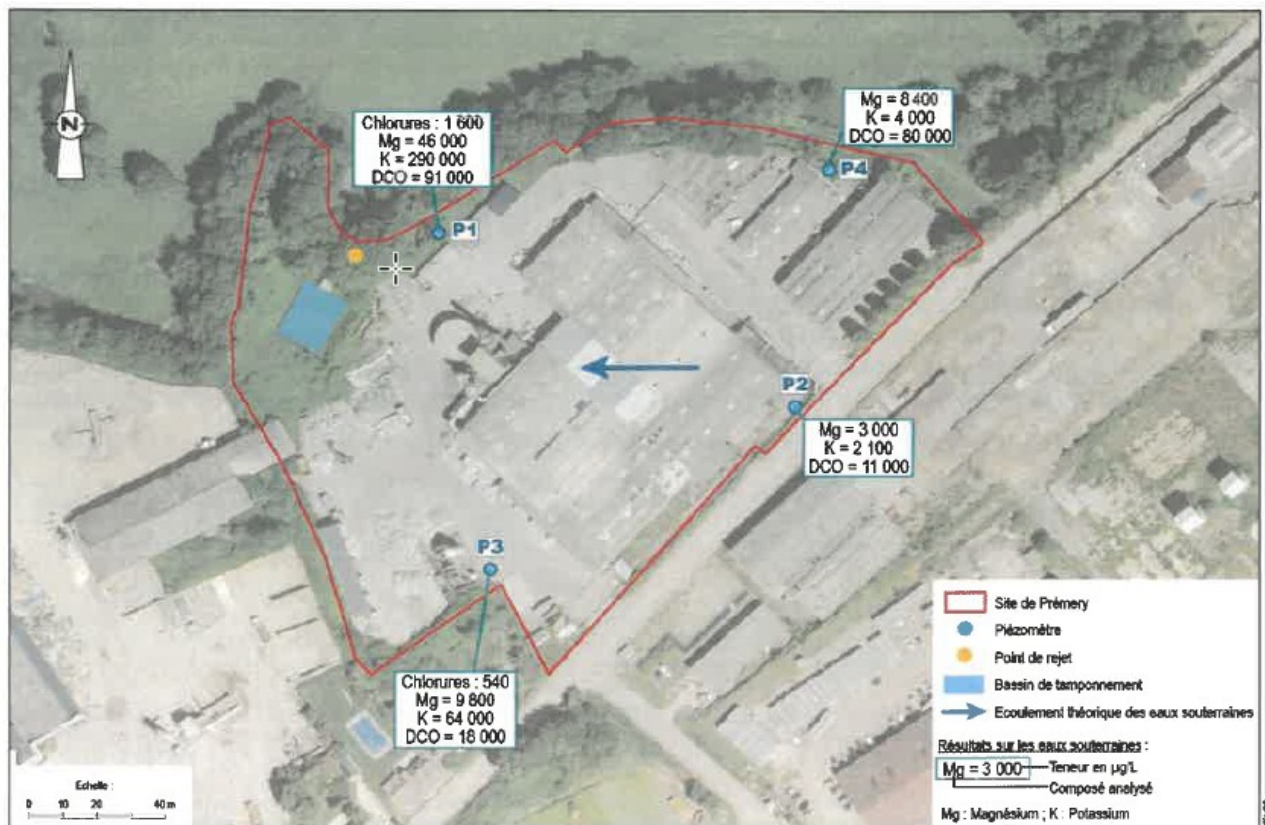
- L'exploitant demande une modification du listing et positions des ouvrages hydraulique du site.
- Le réseau de surveillance des eaux souterraines avec des positions hydrauliques supposées des ouvrages du site sont erronées.

Impact potentiel :

- L'activité du site a évolué depuis 2005.
- Le réseau de surveillance des eaux souterraines est établi :
 - P2 en amont théorique
 - P3 et P4 en latéral théorique
 - P1 en aval théorique.
- La prise en compte de la localisation précise des ouvrages permet à l'inspection de s'assurer des différents enjeux environnementaux du site, et éventuellement de préciser la surveillance des eaux.

Conclusion :

L'inspection donne une suite favorable à la demande de l'exploitant. Cette modification de localisation sera vue dans le cadre d'une prochaine inspection.



1.3.7 Aire de stockage - Article 48.1 de l'AP du 01/08/2005

Modifications envisagées :

- L'exploitant demande la modification des déchets présents et stockés sur le site car le site ne traite plus de tournures d'aluminium.

Impact potentiel :

- La liste des déchets présents et stockés ne contient plus de tournures d'aluminium.
- La gestion des déchets est minimisée du fait de l'absence de tournures d'aluminium (une zone étanche clairement délimitée et couverte devait auparavant être présente sur site).
- Cela va dans le sens d'une réduction des risques de pollutions éventuelles :
 - absence d'écoulement / ruissellement avec les eaux météoriques,
 - absence de risque de dispersion sur le sol,
 - moins de problème de gestion de l'ensemble des déchets.

Conclusion :

- Il est proposé de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant compte tenu de la diminution des risques générés par l'absence de tournures d'aluminium.

1.3.8 Conditions de réception des déchets de métaux – Article 48.5 de l'AP du 01/058/2005

Modifications envisagées :

- L'exploitant demande la modification de la localisation de l'aire d'attente pour les camions, faute de configuration du site.

Impact potentiel :

- Aucune aire n'est présente sur site car il est techniquement impossible de créer une aire de retournement de camions sur le site (espace insuffisant). Les poids lourds en transit disposent d'une aire de repos au sein de la zone industrielle.
- La gêne liée au stationnement des poids lourds en transit sur la voie publique, et une éventuelle pollution générée doit être pris en considération par l'exploitant.

Conclusion :

- Il est proposé de donner une suite défavorable à la demande de l'exploitant.
- L'exploitant doit prendre en considération le stationnement des poids lourds en transit sur son site, et proposer une alternative.

1.3.9 Séchoir – Articles 50 et 51 de l'AP du 01/08/2005

Modifications envisagées :

- L'exploitant demande la suppression des paragraphes faisant référence au séchoir au sein de l'AP..

Impact potentiel :

- Suite à l'arrêt d'utilisation des tournures, le séchoir a été supprimé du site.
- La suppression du séchoir limite les risques et tend à limiter les prescriptions de l'AP en ce sens

Conclusion :

- Il est proposé de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant, qui va dans le sens d'une réduction des risques. Les articles « 50.1 Aménagement », « 50.2 Alimentation des fours » sont adaptés en supprimant les aspects du séchoir.
- L'exploitant doit engager une cessation partielle d'activité liée à la suppression du séchoir.

1.3.10 Détection de gaz – Détection incendie – Article 57.6 de l'AP du 01/08/2005**Modifications envisagées :**

- L'exploitant demande une adaptation du paragraphe suite à l'absence de système de détection gaz.

Impact potentiel :

- Le site ne dispose d'aucun système de détection gaz mais de caméras thermiques afin de s'assurer de l'absence de points chauds pouvant générer un risque d'explosion avec les brûleurs gaz.
- Des rondes de vérification de l'absence de points chauds dans les armoires électriques, seule source de chaleur pouvant générer un risque d'incendie dans la zone des brûleurs, sont réalisées toutes les 2 semaines.
- La substitution des moyens de gestion du risque par la mise en place de caméras thermiques ne répond pas aux mêmes besoins issus de l'AP, et ne peut être une alternative au système de détection gaz :
 - La mise en place de caméra thermique jugeant des points chauds ne permet pas la détection de la présence de gaz.
 - L'AP indique que toute détection de gaz, au-delà de 50 % de la LIE (Limite Inférieure d'Inflammabilité), conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, or les caméras thermiques ne permettent pas de connaître la concentration de gaz (notamment au-delà de 50 % de la LIE).

Conclusion :

- La demande de l'exploitant ne peut pas faire l'objet d'une suite favorable. Il doit mettre en place un système de détection gaz (afin de vérifier la concentration en gaz), l'absence de points chauds ne suffit pas à répondre à la prescription.
- L'exploitant avait indiqué que des rondes de vérification de l'absence de points chauds dans les armoires électriques, seule sources de chaleur pouvant générer un risque d'incendie dans la zone des brûleurs, sont réalisées toutes les 2 semaines. Ce point n'a pas été intégré dans l'article 57.6 de l'AP car il s'agit d'une mesure organisationnelle qui est susceptible d'évoluer dans le temps

2 – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Compte tenu des enjeux liés à l'activité, des suppressions envisagées, l'inspection conclut que les modifications sont non substantielles au vu de l'article R. 181-46.II du Code de l'environnement.

3 - CONCLUSION ET PROPOSITIONS

L'inspection propose donc à la préfète un arrêté de prescriptions complémentaires portant sur les modifications de l'arrêté préfectoral n° 2005-P-2005-2357 du site REFINAL INDUSTRIE à PRÉMERY.

Rédacteur	Validateur	Approbateur
Arnaud MICHEL Inspecteur de l'environnement	François DONNY Inspecteur de l'environnement	Quentin CHABERNAUD Responsable de l'unité interdépartementale Nièvre/Yonne